

A. B. - Communistes de Catalunya fait partie et se trouve en première ligne de la coalition *En Comú Podem* (Ensemble, nous pouvons) ; coalition créée en 2015 et victorieuse aux élections générales de 2016. *Catalunya en Comú-Podem* dont fait partie, bien naturellement, Ada Colau la maire de Barcelone élue en 2016. Il convient néanmoins de préciser qu'une partie importante de la coalition *Catalunya en Comú*, disons environ 40%, défend des positions indépendantistes ; le reste adopte des positions fédéralistes ou confédéralistes. En fait, ce qui nous rassemble est la lutte contre l'austérité et les coupes sociales, la construction d'un pays libre de la corruption, avec justice sociale, dans le cadre d'une démocratie, solidaire et de coopération. Nous sommes bien sûr, contre l'intervention et contre les mesures autoritaires du gouvernement Rajoy, contre la perte de l'autonomie par application de l'Article 155 qui prive de toute autonomie notre région. En revanche, nous ne défendons pas l'unilatéralité du gouvernement de Puigdemont qui réduit son programme à la question indépendantiste.

Le DR. - Ne croyez-vous pas que la conjoncture politique actuelle avec la question des indépendances et de l'autonomie pourrait contribuer à réactiver la bataille en faveur d'une Espagne républicaine ? Quelle est la position du mouvement des communistes catalans à ce sujet ?

A. B. - Communistes de Catalunya, nous sommes clairement républicains, notre objectif est une république catalane dans le cadre d'une république des peuples d'Espagne. La secousse qui a soulevé la question territoriale de la Catalogne dans le reste de l'État ne compte pas, pour le moment, sur un appui pour une république pluri-nationale ; elle risque au contraire de susciter une poussée des pires formes du nationalisme espagnol et des positions les plus conservatrices, voire d'extrême-droite. Cela dit, nous estimons que la Catalogne se trouve aujourd'hui à l'avant-garde d'un processus de rupture avec le statu-quo et avec le régime de 1978 hérité du franquisme. Et ceci n'aura des conséquences positives que si nous pouvons l'orienter vers l'idéal républicain si naturellement associé aux valeurs de démocratie, justice sociale, liberté et fraternité. ■

Propos recueillis par Vladimir Calles

A. B. - Communistes de Catalunya fait partie et se trouve en première ligne de la coalition *En Comú Podem* (Ensemble, nous pouvons) ; coalition créée en 2015 et victorieuse aux élections générales de 2016. *Catalunya en Comú-Podem* dont fait partie, bien naturellement, Ada Colau la maire de Barcelone élue en 2016. Il convient néanmoins de préciser qu'une partie importante de la coalition *Catalunya en Comú*, disons environ 40%, défend des positions indépendantistes ; le reste adopte des positions fédéralistes ou confédéralistes. En fait, ce qui nous rassemble est la lutte contre l'austérité et les coupes sociales, la construction d'un pays libre de la corruption, avec justice sociale, dans le cadre d'une république des peuples d'Espagne. La secousse qui a soulevé la question territoriale de la Catalogne dans le reste de l'État ne compte pas, pour le moment, sur un appui pour une république pluri-nationale ; elle risque au contraire de susciter une poussée des pires formes du nationalisme espagnol et des positions les plus conservatrices, voire d'extrême-droite. Cela dit, nous estimons que la Catalogne se trouve aujourd'hui à l'avant-garde d'un processus de rupture avec le statu-quo et avec le régime de 1978 hérité du franquisme. Et ceci n'aura des conséquences positives que si nous pouvons l'orienter vers l'idéal républicain si naturellement associé aux valeurs de démocratie, justice sociale, liberté et fraternité. ■

Propos recueillis par Vladimir Calles

A. B. - Communistes de Catalunya fait partie et se trouve en première ligne de la coalition *En Comú Podem* (Ensemble, nous pouvons) ; coalition créée en 2015 et victorieuse aux élections générales de 2016. *Catalunya en Comú-Podem* dont fait partie, bien naturellement, Ada Colau la maire de Barcelone élue en 2016. Il convient néanmoins de préciser qu'une partie importante de la coalition *Catalunya en Comú*, disons environ 40%, défend des positions indépendantistes ; le reste adopte des positions fédéralistes ou confédéralistes. En fait, ce qui nous rassemble est la lutte contre l'austérité et les coupes sociales, la construction d'un pays libre de la corruption, avec justice sociale, dans le cadre d'une république des peuples d'Espagne. La secousse qui a soulevé la question territoriale de la Catalogne dans le reste de l'État ne compte pas, pour le moment, sur un appui pour une république pluri-nationale ; elle risque au contraire de susciter une poussée des pires formes du nationalisme espagnol et des positions les plus conservatrices, voire d'extrême-droite. Cela dit, nous estimons que la Catalogne se trouve aujourd'hui à l'avant-garde d'un processus de rupture avec le statu-quo et avec le régime de 1978 hérité du franquisme. Et ceci n'aura des conséquences positives que si nous pouvons l'orienter vers l'idéal républicain si naturellement associé aux valeurs de démocratie, justice sociale, liberté et fraternité. ■

Propos recueillis par Vladimir Calles

Le DR. - Quelle est la position politique générale du mouvement des communistes catalans face au sujet de l'indépendance de la Catalogne ?

A. B. - Les différents partis indépendantistes catalans ont différentes approches en ce qui concerne la construction européenne. Tandis que le *PDeCAT* (Parti démocratique européen catalan ; indépendantiste, droite libérale) ne met pas en question l'économie néolibérale ni les politiques d'austérité imposées par l'UE, la *CUP* (Candidature d'unité populaire), mouvement libertarien avec une certaine influence trotskiste est très radicalement indépendantiste. Nous, les Communistes de Catalogne, estimons que la question de fond qui se pose est de savoir si nous sommes en mesure de nous détacher de l'UE ainsi que de la domination du Parti Populaire à Madrid. À ce sujet, nous partons pour la rupture avec cette domination mais elle ne sera possible que si nous arrivons à obtenir l'accumulation de forces suffisantes pour la garantir ; c'est-à-dire, que la récupération de notre souveraineté, puisse s'obtenir par des moyens démocratiques.

A. B. - Communistes de Catalunya est un parti fédéraliste, non indépendantiste. Nous considérons que la situation de la Catalogne nécessite un débat politique démocratique qui implique la reconnaissance du droit d'accéder à l'autodétermination. Plus précisément, nous sommes un parti souverain ayant comme objectif et modèle d'organisation territoriale la constitution d'une République catalane, associée à la République des populations des diverses régions d'Espagne dans le cadre d'une coopération solidaire librement consentie par ses membres. Nous lutons pour une République catalane soutenue par ses amples majorités, celle des 99 % ; une république sociale, progressiste, démocratique, féministe, écologique qui nous permette de surmonter le régime de 1978, héritier du franquisme.

Le DR. - Que pensez-vous de la position défendue par Podemos au sujet des autonomies et en particulier du statut de la Catalogne ?

A. B. - Ada Colau a toujours été une militante pour la paix, la justice sociale et la protection de l'environnement. Elle s'est fait connaître notamment par sa défense des locataires victimes de la spéculation immobilière des grands propriétaires protégés par le gouvernement du Parti populaire de Madrid et ses alliés catalans (dont beaucoup font partie aujourd'hui des mouvements séparatistes). Il est donc normal et cohérent qu'en Catalogne nous faisons partie du mouvement *Catalunya en Comú*, dont font également partie, en marge de personnes indépendantes, deux forces politiques supplémentaires : *Iniciativa per Catalunya-Verds* (groupe écologiste) et